

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
30 décembre 2024
Français
Original : anglais

Lettre datée du 30 décembre 2024, adressée au Secrétaire général et à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je vous écris pour répondre aux accusations infondées et politiquement motivées que les représentantes des États-Unis et du Royaume-Uni, sous la direction du représentant du régime israélien, ont formulées à l'égard de la République islamique d'Iran au cours de la réunion publique d'information du Conseil de sécurité qui s'est tenue aujourd'hui, 30 décembre 2024, au titre de la question intitulée « Menaces contre la paix et la sécurité internationales » (9829^e séance). Je souhaite rejeter catégoriquement toutes les allégations infondées formulées à l'égard de mon pays lors de cette réunion et réaffirmer la position de la République islamique d'Iran, qui est la suivante :

Les allégations infondées faites par le représentant du régime israélien et soutenues par son plus proche allié, les États-Unis, représentent une tentative manifeste de faire de l'Iran un bouc émissaire pour justifier les agissements illégaux et les activités malveillantes de ces deux parties dans la région. Ce n'est pas l'Iran, mais bien le régime belliqueux d'Israël qui applique sans relâche une politique de provocation et d'activités déstabilisatrices, faisant peser une grave menace sur la paix et la sécurité dans la région et au-delà.

En tant que Membre responsable de l'Organisation des Nations Unies, la République islamique d'Iran a toujours respecté les obligations qui lui incombent en vertu du droit international et de la Charte des Nations Unies et n'a participé à aucune activité incompatible avec les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Par conséquent, l'Iran nie catégoriquement toute violation des embargos sur les armes et toute implication dans l'intensification du conflit au Yémen ou ailleurs.

La République islamique d'Iran condamne fermement les actes d'agression qu'Israël commet contre la souveraineté et l'intégrité territoriale du Yémen, en particulier ses attaques contre des civils et des infrastructures vitales, notamment l'aéroport de Sanaa et le port de Hodeïda, qui sont essentiels à l'acheminement de l'aide humanitaire au peuple yéménite, dont la survie dépend de cette assistance. Ces agissements illégaux, menés avec le soutien direct et la complicité des États-Unis et du Royaume-Uni, constituent des violations flagrantes de la Charte et du droit international, y compris du droit international humanitaire. Ces actes criminels mettent non seulement en péril la paix et la sécurité internationales, mais ils aggravent également la crise humanitaire au Yémen.



Il est à la fois profondément troublant et extrêmement ironique que les États-Unis et le Royaume-Uni, loin de s'employer à préserver la paix et la sécurité internationales, comme le leur confèrent leurs responsabilités de membres permanents du Conseil de sécurité, persistent à fournir une protection politique et un soutien militaire aux actions et violations inconsidérées d'Israël, tout en fabriquant de toutes pièces des accusations sans fondement à l'égard de l'Iran. Cette complicité flagrante a permis à Israël d'agir en toute impunité, d'alimenter les conflits régionaux et de compromettre toute perspective de paix durable au Yémen sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies.

La position de l'Iran concernant le Yémen est cohérente et inébranlable. Dès le début de la crise, en 2015, nous avons été favorables à un règlement politique du conflit et avons appelé à un cessez-le-feu global, à un dialogue inclusif et à un processus pacifique qui respecte la souveraineté et l'intégrité territoriale du Yémen. En ce qui concerne la situation en mer Rouge, l'Iran réaffirme son engagement à garantir la sécurité des voies maritimes internationales. Les accusations d'ingérence iranienne en mer Rouge sont des affabulations sans fondement destinées à attiser les tensions et à servir de prétexte à une nouvelle déstabilisation de la région par les États-Unis et leurs alliés.

Le Conseil de sécurité ne doit pas se laisser influencer par la propagande d'Israël, qui cherche à détourner l'attention des atrocités et du nettoyage ethnique auxquels se livre ce régime d'apartheid à Gaza. Il doit au contraire se pencher sur les causes profondes de l'instabilité dans la région, au premier rang desquelles l'occupation illégale par Israël, les actes d'agression et les violations systématiques et généralisées du droit international perpétrés par le régime et le mépris flagrant de celui-ci pour les résolutions du Conseil. Le génocide perpétré actuellement par Israël à Gaza, son refus de respecter le cessez-le-feu avec le Liban, de même que ses actes d'agression et d'expansion territoriale incessants, notamment l'occupation récente de plus de 500 kilomètres carrés du territoire syrien et l'occupation illégale du Golan syrien, représentent une menace existentielle pour la paix et la sécurité régionales et internationales.

Le Conseil de sécurité doit se montrer à la hauteur des responsabilités qui lui incombent en vertu de la Charte et agir avec détermination pour que le régime d'occupation israélien et ceux qui le soutiennent soient tenus pour responsables de ces graves violations du droit international, faute de quoi la confiance accordée à l'Organisation des Nations Unies et la capacité de celle-ci à s'acquitter de son mandat de maintien de la paix et de la sécurité internationales ne feront que s'éroder. Un tel échec ne fera que saper les fondements mêmes de cette Organisation et enhardir Israël à agir en toute impunité, perpétuant ainsi des cycles de violence et d'instabilité dans toute la région.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent,
(Signé) Amir Saeid **Iravani**